

6 Société et Culture

Éducation/Examens de fin d'année

BEPC : tout est fin prêt pour un démarrage effectif dès lundi



Ida Reteno Assonouet présidant la réunion de mise au point...



...avec l'ensemble des acteurs impliqués dans l'organisation et le déroulement des examens de fin d'année.

F.S.L.
Libreville/Gabon

Hier encore, le ministre de l'Éducation nationale, Ida Reteno Assonouet, a présidé une réunion de mise au point avec les principaux acteurs impliqués dans la mise en œuvre des épreuves écrites du BEPC et du Cep, qui débiteront respectivement les lundi 13 et mardi 14 juillet prochains sur l'ensemble du territoire national.

33 421 candidats sur l'ensemble du territoire natio-

nal sont attendus lundi 13 juillet pour prendre part aux épreuves écrites du Brevet d'études du premier cycle (BEPC) dans les 85 centres de composition du pays (29 à Libreville et 56 à l'intérieur). Jusqu'au jeudi 16 juillet, ils auront à plancher sur divers sujets en rapport avec les disciplines de leurs filières. Le Certificat d'études primaires (Cep), lui emboîtera le pas, un jour après, notamment le mardi 14 jusqu'au mercredi 15 juillet, dans 264 centres (88 à Libreville et 176 à l'intérieur). 49 097 élèves seront dans les

starting-blocks. Ces deux examens ouvriront ainsi le bal des échéances de l'écrit de fin d'année dans les enseignements primaire et secondaire général, en attendant le Baccalauréat dont les épreuves écrites et orales vont se dérouler du mardi 29 juillet au vendredi 14 août 2015. Comme on peut l'imaginer, les choses continuent de se mettre en place sur le plan de l'organisation. Hier en milieu d'après-midi, le ministre de l'Éducation nationale, Ida Reteno Assonouet a présidé une réunion de mise au point avec les

principaux acteurs que sont les directions générales des examens et concours et de l'enseignement secondaire normal. But : s'assurer de l'effectivité des mesures prises pour une organisation sans faille. Les questions liées à l'encadrement, au déroulement dans la sérénité ainsi que de sécurité ont été abordées. Tout est fin prêt, à ce qu'il semble. Les aspects liés au convoyage des épreuves ont également été évoqués. L'autorité ministérielle s'est aussi assurée de la composition des prési-

dences des centres, de la confidentialité dans la correction des copies et de la saisie des notes. Tout en promettant des sanctions sévères à l'endroit d'éventuels encadreurs véreux, elle a insisté sur la logique de récompenser tout effort visant à mieux organiser les examens. Les colis comportant les épreuves et tous les équipements des secrétariats ont été acheminés dans le cadre d'un dispositif garantissant la sécurité. Au sujet de la menace de boycott dans le déroulement, brandie par certains enseignants, le ministère

dit avoir cerné les contours de la question. Il n'y a donc aucune crainte à se faire là-dessus, nous signale-t-on de ce côté-là. Tout comme le vol récent d'ordinateurs au sein de la DGEC (Direction générale des examens et concours) ne pourra pas avoir un impact sur le déroulement des examens. Toutes les dispositions ont été prises pour susciter le plus grand sens de responsabilité des enseignants et des informaticiens impliqués dans l'organisation. Reste maintenant à savoir de quoi lundi accouchera dans les différents centres.

Santé/Près d'une semaine après la suspension de la grève des médecins Les hôpitaux publics de nouveau en régime de croisière

F.B.E.M.
Libreville/Gabon

C'est le constat fait hier à la suite d'une ronde effectuée par l'Union dans nombre de ces structures, où le travail se déroule normalement.

LES activités de consultation et d'administration des soins ont repris normalement dans les structures sanitaires publiques de Libreville et de ses environs, après la suspension d'un mois de grève, décidée vendredi dernier par la Fédération des syndicats des médecins du public et du privé. Salles d'attente et de soins bondées, blouses blanches affairées, rotation des ambulances. Tell était, entre autres, le climat vécu hier au Centre hospitalier universitaire de Libreville (Chul), et qui contraste avec le black-out ayant caractérisé ladite structure



La salle d'attente de la maternité du Chul était à nouveau remplie de monde.

durant la grève, en tant que quartier général des manifestants. "Tout a repris comme avant. On a même l'impression qu'il n'y avait jamais eu de grève", a affirmé l'infirmière major des urgences de l'hôpital, Colette Akono, débordée dans la préparation des médicaments du week-end. Selon elle, "l'affluence y est la même qu'avant la période de grève, sinon plus". Des affirmations en phase avec la réalité constatée sur le terrain, au regard de la présence de patients et vi-

siteurs faisant des va-et-vient dans l'enceinte de l'établissement sanitaire. Les médecins quant à eux, stéthoscopes autour du cou et présents en grand nombre, certes, y étaient cependant difficilement approchables, parce que très pris. "Le personnel est là, les déchets biomédicaux sont visibles partout, les consultations se font, ça veut dire qu'on travaille", lâche peu bavard, l'un d'entre eux, en réunion avec ses pairs dans un bureau du service de traumatologie, à la question de



Les prises en charge ont repris dans les hôpitaux publics.

savoir si tout était à nouveau sur les rails. "Les activités avaient ralenti, mais ça a repris normalement", a aussi estimé le Dr Elise Eyang Obame, directrice de l'hôpital régional de l'Estuaire de Melen, autre structure en arrêt d'activité il y a quelques jours. Le médecin a jugé le niveau d'affluence de sa structure normal, et ce malgré la baisse des clients qui va avec la période de vacances. Le Dr Stéphane Iloko, l'une des têtes de file des syndi-

cats, joint au téléphone hier, est revenu sur les raisons qui ont conduit à cette suspension de grève d'un mois. "Le ministre de la Santé, Jean-Pierre Oyiba, nous a mis en place deux commissions que nous attendions fortement pour une amorce de solution à nos revendications. Une commission qui se penchera sur le cadre législatif et réglementaire qui devra désormais accompagner notre profession, et une autre qui se chargera de toutes les autres revendications, dont celles adminis-

tratives. Nous y sommes d'ailleurs en plein travail au moment où je vous parle", a-t-il confié. En ce qui concerne la situation de leur collègue Max Fylla emprisonné, "nous avons choisi de reculer pour ne pas faire travailler la justice sous la pression. Parallèlement, des propositions concrètes nous ont été faites par le procureur de la République, dont celle d'adresser une demande de liberté sous caution pour notre confrère, ce que nous avons fait", a-t-il conclu, optimiste sur l'avancée des choses dans le bon sens. Rappelons que les médecins, en grève du 16 juin au 3 juillet dernier, réclament de meilleures situations administratives, une meilleure protection juridique de leur profession, ainsi que la libération de leur confrère incarcéré à la prison centrale de Libreville depuis près de quatre mois.